

Dans ce numéro

Le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest renforcerait sa présence près de la frontière camerounaise...

(Page 2)

La Corée du Sud annonce sa décision de mettre fin à l'accord de partage de renseignements militaires avec le Japon...

(Page 3)

Une délégation militaire nord-coréenne de haut niveau en visite officielle en Chine...

(Page 4)

Deux sous-marins russes ont effectué avec succès deux tirs de missiles balistiques de portée intermédiaire...

(Page 5)

Le Japon en passe de démarrer le programme de développement d'un avion de combat furtif...

(Page 6)

Plus de 200 chaînes YouTube liées aux manifestations de Hong Kong bloquées par Google...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Explosion d'une bombe dans le sud-ouest de l'Irlande du Nord...

Une bombe a explosé lundi matin près de la frontière irlandaise au cours d'une opération de sécurité de la police sans qu'aucun blessé n'ait été signalé. Le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI) a confirmé qu'un type d'engin explosif avait été activé à Wattle Bridge, un village du comté de Fermanagh, dans le sud-ouest de l'Irlande du Nord. La bombe a explosé alors que la police menait une recherche de suivi dans la région après la découverte d'un faux engin explosif dimanche soir. Le chef de police du PSNI, Simon Byrne, a qualifié sur *Twitter* cette attaque à la bombe de développement inquiétant. Le chef adjoint Stephen Martin a déclaré que « bien que cette enquête n'en soit qu'à ses débuts, je suis intimement convaincu que c'était une tentative délibérée d'attirer la police et nos collègues officiers techniciens en munitions dans la zone pour les assassiner ». Il a ajouté que même si cet appareil était destiné à tuer des policiers et militaires étant donné qu'il était placé sur une grande route, les conséquences auraient pu être désastreuses pour quiconque se serait trouvé dans les environs. Michelle Gildernew, députée du parti Sinn Fein pour la circonscription Fermanagh/Tyrone Sud, a condamné cette attaque absolument inadmissible. « Heureusement, personne n'a été blessé dans cet incident, mais nous aurions pu être confrontés à une situation dans laquelle des personnes auraient pu être gravement blessées, si ce n'est pire » a-t-elle déclaré.

(*Radio Chine internationale, le 20-08-2019*)

Les capacités de l'armée américaine seraient dangereusement dépassées, selon un centre de recherche australien...

Les États-Unis n'ont plus la prééminence militaire dans le Pacifique et pourraient avoir de plus en plus de difficultés à défendre leurs alliés contre la Chine. C'est ce qui ressort d'un rapport publié ce lundi par un centre de recherches australien. Le Centre des études sur les États-Unis de l'université de Sidney fait état d'une armée américaine mal préparée et dont les capacités sont dangereusement dépassées. Ces faiblesses font que la Chine pourrait s'emparer du territoire taïwanais, d'îles administrées par le Japon ou de zones de mer de Chine méridionale avant que les forces américaines n'aient le temps d'intervenir.

(*Radio Vatican, le 19-08-2019*)

Plus de 400 personnes arrêtées dans le sud-est de la Turquie, dans le cadre d'une enquête visant le PKK...

La police turque a interpellé 418 personnes dans 29 provinces ce matin, des arrestations effectuées dans le cadre d'une enquête pour terrorisme visant le groupe militant du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. C'est ce qu'annonce le ministère de l'Intérieur via le réseau social *Twitter*. Juste avant des maires pro-kurdes ont été remplacés par des gouverneurs par le gouvernement dans trois villes du sud-est du pays.

(*Deutsche Welle, le 19-08-2019*)

Un officier de police et un terroriste présumé tués lors d'une fusillade au Cachemire indien...

Un terroriste et un officier de police sont morts au Cachemire sous contrôle indien dans une fusillade qui a opposé des activistes aux forces de sécurité, a indiqué aujourd'hui la police. L'incident qui s'est déroulé dans le district de Baramulla, dans le nord du Cachemire, est le premier à être signalé par les autorités indiennes depuis qu'elles ont révoqué le statut d'autonomie spéciale dans la partie du Cachemire qu'elles contrôlent.

(La voix de l'Amérique, le 21-08-2019)

Onze terroristes présumés tués lors d'un raid des forces de sécurité égyptiennes dans le Nord Sinaï...

En Égypte, les autorités ont communiqué hier au sujet de la lutte antiterroriste menée dans le Nord Sinaï. Onze terroristes auraient été tués dans une fusillade qui serait survenue lors d'un raid sur leur cachette, près d'Al-Arish. On ignore quand cela a eu lieu. Comme souvent dans ce domaine, les informations ne peuvent être vérifiées de manière indépendante.

(Médi-1, le 21-08-2019)

Le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest renforcerait sa présence près de la frontière camerounaise...

Au Nigeria, quatre soldats ont été tués hier dans le nord-est du pays lors d'une attaque attribuée à des djihadistes du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest issu d'une scission de Boko Haram. Selon l'AFP, les assaillants ont ouvert le feu sur une patrouille militaire dans le village de Mogula, près de la frontière avec le Cameroun. Ces dernières semaines, les combattants de ce groupe ont renforcé leur présence dans des zones proches de cette frontière, un secteur contrôlé par les hommes fidèles au leader historique de Boko Haram, Abubakar Shekau.

(La voix de l'Amérique, le 19-08-2019)

Au moins une vingtaine de militaires tués lors d'une attaque djihadiste d'envergure dans le nord du Burkina Faso...

L'armée burkinabée a été prise pour cible hier lors d'une attaque d'envergure de groupes armés terroristes, selon les termes employés par l'état-major. Au moins une dizaine de militaires ont été tués à Koutougou, dans la province du Soum. D'autres soldats sont portés disparus. En tout, une vingtaine de victimes pourraient être recensées ce qui fait de cette attaque, la plus meurtrière qu'ait subi l'armée burkinabée. Les assaillants ont ouvert le feu à l'arme lourde au petit matin, incendiant une grande partie du camp de base et des engins.

(Radio Vatican, le 20-08-2019)

Au Burkina Faso, une vingtaine de militaires ont été tués hier dans le nord du pays. L'attaque a eu lieu tôt lundi matin. Des hommes armés non identifiés, à moto et en véhicules, ont pris d'assaut le détachement militaire de Koutougou, situé à environ 70 kilomètres de Djibo, dans la province du Soum. Une source sécuritaire jointe par VOA Afrique parle d'au moins vingt-quatre morts et d'une dizaine de disparus. Selon nos sources, douze à dix-sept soldats manquent à l'appel. On compte aussi de nombreux blessés. Des armes du détachement ont été emportées par les assaillants selon nos sources. Dans les communiqués successifs, l'état-major et le gouvernement burkinabés ont chacun évoqué plus d'une dizaine de militaires tués dans cette attaque d'envergure.

(La voix de l'Amérique, le 20-08-2019)

Au Mali, sept militaires tués dans une embuscade revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...

Au Mali, deux attaques séparées dans la région de Mopti, à Boni et à Douna, ont fait au moins sept morts. C'est un long convoi de gros porteurs et de porte-chars escorté par les forces maliennes qui est tombé dans une embuscade entre Hombori et Boni, dans la région de Mopti. Au cours de cette opération, les forces maliennes déplorent sept morts. Le matériel aussi a été détruit, cinq véhicules brûlés dont quatre porte-chars. Par ailleurs, une autre attaque a eu lieu dans le cercle de Douentza, plus précisément dans le village de Douna. Elle a fait deux morts et trois blessés, tous des civils. Si cette attaque est attribuée à des groupes armés dans la région de Mopti, celle de Boni a été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une organisation militaire et

terroriste affiliée à Al-Qaïda basée au Mali. Elle affirme aussi détenir deux militaires maliens en plus des cinq tués dans l'embuscade entre Boni et Hombori.

(La voix de l'Amérique, le 22-08-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La Corée du Sud annonce sa décision de mettre fin à l'accord de partage de renseignements militaires avec le Japon...

La Maison Bleue, la présidence sud-coréenne a annoncé jeudi sa décision de mettre un terme à l'accord de partage de renseignements militaires avec le Japon, dans un contexte de confrontation commerciale entre les deux pays. Kim Hyun-chong, directeur adjoint du Bureau de la sécurité nationale à la Maison Bleue, a déclaré à la presse que le gouvernement avait décidé de résilier l'Accord sur la sécurité générale d'informations militaires (GSOMIA), notant par ailleurs qu'il informerait le gouvernement japonais de cette décision via des canaux diplomatiques. La Corée du Sud et le Japon avaient signé le GSOMIA en novembre 2016 pour partager leurs renseignements quant aux programmes nucléaire et de missiles de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le GSOMIA a été renouvelé automatiquement chaque année. La résiliation de ce pacte est possible à condition que la partie désireuse de se retirer annonce son intention au moins 90 jours à l'avance. Cette année, la date limite de résiliation est fixée au 24 août. M. Kim a fait valoir que la décision japonaise de retirer la Corée du Sud de sa liste blanche posait un problème sécuritaire en raison de l'ébranlement de la confiance entre les deux pays, soulignant le grave changement imposé à la coopération en matière de sécurité. L'employé de la Maison Bleue a également dit que le gouvernement était parvenu à la conclusion que la poursuite d'échanges d'informations militaires sensibles avec le Japon ne servait plus l'intérêt national. Cette décision intervient dans le contexte d'une confrontation commerciale de plus en plus intense entre Séoul et Tokyo, causée par les restrictions le mois dernier de l'exportation par le Japon vers la Corée du Sud de trois matériaux nécessaires à la fabrication de puces électroniques et des écrans, lesquels représentent des exportations vitales pour l'économie sud-coréenne. Plus tôt ce mois-ci, le Japon avait en effet retiré la Corée du Sud de sa liste blanche d'exportateurs de confiance, laquelle donnait droit à des procédures d'exportation préférentielles. En réponse, Séoul avait fait de même, retirant le Japon de sa propre liste blanche.

(Radio Chine internationale, le 22-08-2019)

Le gouvernement sud-coréen a annoncé que le pays allait se retirer d'un pacte de partage d'informations avec le Japon. L'Accord général sur la sécurité des informations militaires, ou GSOMIA, est automatiquement renouvelé tous les ans depuis sa signature en 2016. Mais les deux pays peuvent se retirer du pacte en en faisant la demande avant samedi, soit le 24 août. La décision de ce jeudi intervient alors que plusieurs personnes en Corée du Sud appellent à la résiliation de cet accord dans un contexte de relations bilatérales tendues, en lien avec le durcissement des contrôles à l'exportation par le Japon.

(Radio Japon international, le 22-08-2019)

Le bureau présidentiel a décidé de ne pas reconduire l'accord relatif au partage des informations militaires (GSOMIA) avec le Japon. Le gouvernement va en informer Tokyo par voie diplomatique avant l'échéance fixée par le traité, ce samedi 24 août. C'est ce qu'a annoncé aujourd'hui le premier conseiller adjoint présidentiel à la Sécurité nationale, à l'issue de la réunion des membres permanents du Conseil de sécurité nationale, tenue cet après-midi à la Cheongwadae. D'après Kim Yoo-geun, l'exécutif a estimé que le gouvernement nippon avait engendré un changement significatif à l'environnement de coopération sécuritaire entre les deux nations, en excluant la Corée du Sud de sa liste blanche des partenaires commerciaux de confiance, le 2 août dernier. Et ce, en invoquant la dégradation de la confiance mutuelle sans présenter, pour autant, d'arguments précis. Dans ce contexte, le gouvernement de Moon Jae-in a jugé que la prolongation du GSOMIA ne correspondait pas aux intérêts nationaux. D'après un autre responsable de la Maison Bleue, le président de la République a entériné cette décision après avoir mené un débat houleux pendant une heure après s'être fait briefé sur ce résultat. De leur côté, les médias japonais n'ont pas tardé à relayer d'urgence cette nouvelle. La *NHK* a analysé qu'avec cette décision, les tensions commerciales avec Séoul affectent désormais le domaine de la Sécurité nationale. Les journaux tels que le *Asahi Shimbun* ont

également fait état d'éventuelles conséquences sur les relations bilatérales.
(KBS World Radio, le 22-08-2019)

... MILITAIRE ...

Une délégation militaire nord-coréenne de haut niveau en visite officielle en Chine...

Le directeur du Bureau politique général de l'armée populaire de Corée (KPA), qui est en visite à Pékin, a exprimé sa volonté de porter les relations de coopération militaire entre la Corée du Nord et la Chine à un niveau supérieur, conformément aux intentions nobles des dirigeants des deux pays. C'est ce qu'a rapporté hier l'agence officielle de la Corée du Nord KCNA. Selon la KCNA, Kim Su-gil s'est entretenu vendredi dernier avec Miao Hua, directeur du département du travail politique de la Commission militaire centrale (CMC). Le haut responsable chinois a également souligné l'importance de la visite de la délégation militaire nord-coréenne dirigée par Kim dans le contexte où les relations d'amitié entre Pékin et P'yongyang durant ces sept décennies se sont affermies davantage grâce aux multiples rencontres entre Xi Jinping et Kim Jong-un.

(KBS World Radio, le 19-08-2019)

Fin des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains...

Les forces combinées de la Corée du Sud et des États-Unis ont achevé mardi, comme prévu, leurs exercices militaires annuels qui ont duré plusieurs semaines, ont rapporté des médias locaux. Les exercices militaires conjoints du poste de commandement simulés par ordinateur - et ne mobilisant donc ni équipement militaire ni forces armées - ont été lancés au début du mois d'août. Ils avaient pour but de vérifier la capacité opérationnelle initiale de l'armée sud-coréenne pour le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre des troupes sud-coréennes de Washington à Séoul. Le commandement opérationnel en temps de guerre de la Corée du Sud a été transféré au commandement onusien dirigé par les États-Unis, après le déclenchement de la guerre de Corée (1950-1953). Séoul a repris en 1994 son commandement en temps de paix. Choi Hyun-soo, porte-parole du ministère de la Défense sud-coréen, a révélé lors d'une conférence de presse que le ministère conduirait une évaluation des exercices. Les exercices militaires entre les deux pays ont été organisés dans un contexte de fortes protestations émises par la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

(Radio Chine internationale, le 20-08-2019)

Selon l'AIEA, la Corée du Nord a poursuivi son programme nucléaire en violation des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU...

La Corée du Nord aurait poursuivi son programme nucléaire l'an dernier dans sa principale centrale nucléaire de Yongbyon. Telle est l'analyse de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans son rapport annuel de 2018. Selon ces données reposant sur des images satellites, le réacteur de 5 MW a donné des signes d'activité de façon intermittente entre mi-août et fin novembre, avant d'être suspendu en décembre. À la rivière Kuryong, aux alentours de la structure, ont été observées des activités vraisemblablement liées au changement du système de refroidissement du réacteur de 5 MW ou d'un réacteur à eau légère en construction. Entre fin avril et début mai de l'année dernière, de la vapeur s'est échappée de l'Institut de recherche de chimie nucléaire qui sert d'usine de retraitement. On a capté également des signes de l'utilisation des équipements de centrifugation et d'enrichissement de l'uranium. L'AIEA a regretté que ces récents agissements violent les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies imposées au royaume ermite.

(KBS World Radio, le 21-08-2019)

Selon un rapport du département d'État américain, la Corée du Nord serait en mesure de construire un nouveau site d'essais nucléaires...

La Corée du Nord est en mesure de construire un nouveau site d'essais nucléaires capable de remplacer le site de Punggye-ri, qu'elle a annoncé avoir détruit le 24 mai 2018. C'est du moins ce qu'estime le département d'État américain dans un rapport publié hier. Le texte considère, néanmoins, comme un signe positif le fait que le pays communiste n'a pas mené de nouveaux essais nucléaires après avoir annoncé le démantèlement du site. Toujours d'après le document, il est hautement possible que des installations nucléaires n'aient pas encore été détectées dans le royaume ermite. En affirmant que le gouvernement suit de près tous les mouvements du Nord liés aux activités nucléaires, le

département américain a déclaré que Washington concentre ses efforts pour poursuivre les négociations diplomatiques avec P'yongyang afin d'atteindre une dénucléarisation finale et complètement vérifiée (FFVD). Sur le volet balistique, le rapport fait savoir que les États-Unis coopèrent avec les pays partenaires du Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) afin d'endiguer le programme de développement de missiles nord-coréens. Enfin, le texte pointe du doigt l'arsenal biologique du régime de Kim Jong-un en dénonçant une violation de la convention sur l'interdiction des armes biologiques.

(KBS World Radio, le 23-08-2019)

En Corée du Nord, nouveaux tirs de missiles balistiques de courte portée...

La Corée du Nord a procédé tôt ce matin à de nouveaux tirs de projectiles présumés être des missiles balistiques à courte portée. D'après l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), ces lancements ont été effectués à 6h45 et à 7h02 depuis Sondok, situé dans la province de Hamgyong du Sud, vers la mer de l'Est, la mer qui sépare la péninsule coréenne et l'archipel japonais. Leur altitude maximale et leur distance parcourue sont estimées à environ 97 km et à quelque 380 km pour une vitesse de pointe de Mach 6,5. Les autorités militaires de la Corée du Sud et des États-Unis continuent d'examiner la nature de ces nouveaux projectiles, tout en surveillant le moindre mouvement dans le pays communiste afin de faire face à de nouvelles provocations. À la demande du Japon, les informations lui seront partagées d'autant plus que l'accord relatif au partage d'informations militaires (GSOMIA) entre Séoul et Tokyo est toujours valable jusqu'au 22 novembre.

(KBS World Radio, le 24-08-2019)

Le test d'un missile de portée intermédiaire a été effectué par les États-Unis...

Cinq jours seulement après être sortis du traité INF, interdisant la production, l'essai et le déploiement de missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, les États-Unis ont testé un missile conventionnel de moyenne portée. Le Pentagone a annoncé hier dans un communiqué avoir testé le 18 août dernier un missile conventionnel de moyenne portée depuis l'île de San Nicolas, au large de la Californie. Affichant sur son site une vidéo du tir, le département de la Défense des États-Unis a précisé que le missile testé a parcouru 500 km avant de toucher sa cible avec précision et que les données recueillies seront utilisées pour le développement de nouvelles armes de moyenne portée. Rappelons que le nouveau secrétaire de la Défense Mark Esper avait affiché son intention de déployer des missiles à portée intermédiaire dans la région Asie-Pacifique peu après le retrait de son pays du traité INF, avant de faire machine arrière en disant que ce ne serait pas pour tout de suite.

(KBS World Radio, le 20-08-2019)

Deux sous-marins russes ont effectué avec succès deux tirs de missiles balistiques de portée intermédiaire...

Après l'essai par les États-Unis, dimanche dernier, d'un missile de portée intermédiaire, leur premier depuis la Guerre froide, le président russe Vladimir Poutine a promis vendredi des représailles. Or ce samedi, les Russes ont tenu leurs promesses, en testant des missiles *Bulava* et *Sineva* dans le pôle Nord et dans la mer de Barents. Les missiles balistiques *Sineva* et *Bulava* ont été tirés à partir des sous-marins *Toula* et *Yuri Dolgoruky*, depuis la région polaire de l'océan Arctique et la mer de Barents, selon l'agence de presse *Ria Novosti*. Les deux missiles ont réussi à atteindre des cibles sur les terrains d'entraînement de Chizh, dans la région d'Arkhangelsk et de Kura dans l'archipel de Kamchatka. Le ministère de la Défense a souligné qu'à la suite des lancements, les caractéristiques techniques des missiles et l'opérabilité des systèmes de missiles avaient été confirmées. Ces essais balistiques ont été effectués après que Vladimir Poutine avait ordonné au ministère de la Défense de s'approprier à donner une « réponse symétrique » aux États-Unis.

(Press TV, le 24-08-2019)

Plusieurs civils auraient été tués par l'armée indienne près de la ligne frontalière du Jammu-et-Cachemire...

L'armée indienne a ouvert le feu sur des civils au niveau de la ligne frontalière du Jammu-et-Cachemire, deux personnes ont été tuées et une troisième blessée. Selon un communiqué partagé lundi par le ministère pakistanais des Affaires étrangères, l'armée indienne a tiré sur des civils à proximité des villages de Hot Spring et de Chirikot, au niveau de la ligne frontalière du Jammu-et-Cachemire. Deux civils ont été tués et un troisième blessé sous les balles des soldats indiens.

Islamabad a notamment indiqué que l'ambassadeur indien a été convoqué au ministère afin de protester contre l'attitude indienne, qualifiée de menace pour la paix régionale. À la suite de la révocation, le 5 août, de l'autonomie de la région du Jammu-et-Cachemire, sous contrôle de l'Inde depuis plus d'un demi-siècle, les tensions avec le Pakistan se sont intensifiées. Malgré l'assouplissement de certaines restrictions par l'Inde, de nombreux accrochages sont encore signalés. L'article 370 de la Constitution indienne, qu'à révoqué le gouvernement, permettait au Jammu-et-Cachemire d'élaborer et de mettre en œuvre ses propres politiques, en dehors de certains secteurs clés comme la politique étrangère et la défense. Cette décision indienne vise à parachever l'intégration complète de cette région objet de deux conflits armés entre le Pakistan et l'Inde.
(*La voix de la Turquie, le 20-08-2019*)

Le Japon en passe de démarrer le programme de développement d'un avion de combat furtif...

Le ministre japonais de la Défense a décidé de soumettre une estimation du budget qu'il sollicitera pour le prochain exercice fiscal pour couvrir le développement de nouveaux avions furtifs de combat, sans indiquer de montant spécifique. Le ministère de la Défense a déclaré qu'il élaborerait un budget détaillé pour l'année fiscale qui commence en avril 2020, pour le développement d'avions de combat qui remplaceront 91 avions F-2 de la flotte actuelle des Forces aériennes d'autodéfense. Ces avions F-2, qui ont été déployés à partir de 2000, seront remplacés à partir des années 2030. Le gouvernement a déclaré dans son dernier programme quinquennal de défense de mi-mandat qu'il prévoyait d'entamer sans tarder le développement, dirigé par l'Archipel, d'un nouvel avion de combat furtif. Il pourrait solliciter la coopération d'autres pays.
(*Radio Japon international, le 21-08-2019*)

Protestations japonaises contre les manœuvres militaires sud-coréennes sur les îles Takeshima...

Le Japon a vivement protesté contre les manœuvres militaires sud-coréennes sur les îles Takeshima en mer du Japon. La Corée du Sud contrôle ces îles mais elles sont revendiquées par le Japon. La marine sud-coréenne a indiqué qu'elle allait mener des manœuvres militaires pendant deux jours sur les îles et alentours, à partir de dimanche, avec les forces terrestres et aériennes et les garde-côtes. Le ministère japonais des Affaires étrangères a protesté contre ces manœuvres militaires. Le chef du bureau pour les Affaires asiatiques et océaniques au sein du ministère des Affaires étrangères japonais, Kenji Kanasugi, a appelé l'ambassade sud-coréenne. M. Kanasugi a expliqué à un officiel sud-coréen de haut rang que ces manœuvres étaient extrêmement regrettables et que le Japon ne pourra jamais les accepter.
(*Radio Japon international, le 25-08-2019*)

Le Pentagone annule un contrat conclu avec Boeing visant à développer un nouveau type d'ogive pour missiles...

Le département de la Défense des États-Unis a annulé son contrat avec Boeing visant à développer un nouveau type d'ogive pour les missiles d'interception, et ce pour des raisons financières. Ce projet était notamment destiné à faire face aux menaces balistiques nord-coréennes. D'après les informations relayées hier par des médias locaux, dont l'*Associated Press (AP)* et *Bloomberg*, c'est parce que ce programme requiert un financement phénoménal alors que 1,2 milliard de dollars ont déjà été injectés. D'après l'*AP*, le Pentagone avait initialement demandé à l'avionneur américain de concevoir un nouveau type d'ogive plus fiable, capable de neutraliser les missiles intercontinentaux (ICBM) que la Corée du Nord serait en train de développer afin de pouvoir atteindre les États-Unis. L'annulation de ce contrat pourrait retarder le déploiement de 20 nouveaux missiles d'interception dans lesquels devait être chargée l'ogive en question. Le gouvernement envisageait de le faire après l'approbation du Congrès, en portant le nombre de missiles d'interception de 44 actuellement, à 64.
(*KBS World Radio, le 22-08-2019*)

Manœuvres navales conjointes sino-égyptiennes en Méditerranée...

Les forces navales conjointes d'Égypte et de Chine ont effectué mercredi des exercices dans la mer Méditerranée ont indiqué dans un communiqué les forces armées égyptiennes. Plusieurs unités navales, dont le destroyer lance-missiles chinois *Xi'an*, ont participé aux exercices. Ces exercices comprenaient plusieurs activités de lutte contre le terrorisme et de renforcement de la sécurité maritime, des inspections de navires et de la navigation de nuit, selon le communiqué. « Ces exercices

visent à soutenir la coopération actuelle entre les forces navales égyptiennes et chinoises » a-t-il ajouté.

(*Radio Chine internationale, le 22-08-2019*)

... CYBERESPACE ...

Twitter annonce avoir mis à jour une campagne étatique chinoise contre le mouvement de protestation de Hong Kong...

Twitter et *Facebook* reprochent à la Chine d'utiliser leur plateforme internet pour décrédibiliser les protestataires à Hong Kong. La messagerie *Twitter* dit avoir mis à jour une campagne étatique chinoise contre le mouvement de protestation. De nombreux comptes d'utilisateurs auraient relayé de fausses informations. 936 comptes ont été bloqués par l'entreprise. Et puis *Facebook* affirme aussi avoir fermé plusieurs pages, des groupes et des comptes pour les mêmes raisons. Tous étaient liés au pouvoir chinois.

(*Deutsche Welle, le 20-08-2019*)

Les entreprises états-uniennes *Twitter* et *Facebook*, ont annoncé avoir suspendu des comptes destinés à discréditer les mouvements de protestation qui se déroulent actuellement à Hong Kong. Les deux géants des réseaux sociaux ont confirmé l'implication des autorités chinoises dans ces comptes. *Twitter* a déclaré lundi avoir suspendu 936 comptes suspectés d'avoir été créés en Chine continentale. L'entreprise explique que ces comptes diffusaient des contenus qui sapient la légitimité des manifestations à Hong Kong et incitaient à la discorde politique dans la région. De nombreux comptes utilisaient apparemment des VPN, des services de réseaux virtuels privés, pour accéder à *Twitter*, étant donné que le gouvernement chinois a bloqué l'accès à cette plateforme de média sociaux. *Twitter* souligne que son enquête avait découvert l'implication systématique des autorités chinoises dans ces comptes. *Facebook* a également annoncé lundi avoir retiré cinq comptes et sept pages, dont certains présentaient les manifestants comme des terroristes. L'entreprise précise que des messages ont été mis sur le réseau à partir de faux comptes se faisant passer pour des médias officiels. *Facebook* a ajouté qu'il avait découvert l'implication possible de personnes liées aux autorités chinoises. Les deux entreprises ont fait savoir qu'elles allaient agir de façon ferme pour contrecarrer de tels agissements illicites.

(*Radio Japon international, le 20-08-2019*)

Plus de 200 chaînes YouTube liées aux manifestations de Hong Kong bloquées par Google...

Le géant américain d'internet, *Google*, a annoncé avoir bloqué 210 chaînes sur *YouTube* liées aux manifestations en cours à Hong Kong. Jeudi, *Google* a fait savoir que les chaînes avaient été bloquées cette semaine. La décision a été prise après la découverte que leurs propriétaires se concertaient pour poster des contenus. Le groupe américain évoque l'utilisation de réseaux virtuels privés, ou VPN, et d'autres méthodes permettant de dissimuler l'origine des comptes. Il a également découvert une autre activité généralement associée aux opérations d'influence coordonnées. L'annonce de *Google* suit celles, similaires et annoncées cette semaine, des réseaux sociaux *Facebook* et *Twitter*. Les deux groupes ont bloqué plus de 900 comptes, citant des preuves d'une implication des autorités chinoises. *Google* n'a pas donné de détails sur les contenus bloqués, mais a expliqué que ses découvertes étaient consistantes avec certaines observations formulées récemment au sujet de la Chine et avec les initiatives prises par *Facebook* et *Twitter*.

(*Radio Japon international, le 23-08-2019*)

Facebook annonce le prochain recrutement de journalistes professionnels pour diffuser l'actualité...

La décision de *Facebook* de recruter des journalistes afin de ne plus se fier exclusivement aux algorithmes pour diffuser l'actualité est un pas positif, mais cela ne suffira pas pour révolutionner un secteur des médias en pleine débâcle, préviennent les analystes. Le géant des réseaux sociaux a annoncé mardi qu'il allait monter une petite équipe de journalistes professionnels pour sélectionner les principales nouvelles de la journée, et ce « afin de nous assurer de mettre en avant les bons articles », a-t-il expliqué.

(*Deutsche Welle, le 22-08-2019*)

Publication sur internet des données personnelles de près de 90 000 clients allemands de Master Card...

Les données personnelles piratées d'environ 90 000 clients allemands de Master Card ont été publiées cette semaine sur un forum en ligne, dont des numéros de cartes de crédit. C'est ce que rapporte la presse allemande poussant Master Card à suspendre jeudi la plateforme partenaire incriminée. (Deutsche Welle, le 23-08-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La vente à Taïwan de 66 avions de combat F-16 approuvée par le département d'État américain...

Le département d'État américain a donné le feu vert pour la vente de 66 avions de combat F-16 à Taïwan, d'après la Defence Security Cooperation Agency (DSCA). Le département d'État a ainsi officiellement informé le Congrès de l'intention de l'administration américaine de réaliser cette vente. Le contrat est d'une valeur de 8 milliards de dollars. Faute de relations diplomatiques officielles entre les États-Unis et Taïwan, ce dernier est représenté par l'Office de représentation économique et culturelle de Taipei. « Le président Donald Trump a informé le Congrès de cette vente la semaine passée. Ces ventes coïncident avec les accords et relations historiques entre la Chine et les États-Unis. Nos démarches sont conformes à la politique antérieure des États-Unis. Nous ne faisons que tenir nos engagements envers les parties » a assuré le secrétaire d'État Mike Pompeo. Les relations directes entre l'administration américaine et Taïwan avaient attisé la tension entre la Chine et les États-Unis. Officiellement, les États-Unis reconnaissent Taïwan comme une partie de la Chine depuis 1972. Ils poursuivent leurs relations non diplomatiques avec Taïwan dans le cadre de la loi sur les relations avec Taïwan mise en vigueur en 1979.

(La voix de la Turquie, le 21-08-2019)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67